

**Wendy
Brown**

***Néolibéralisme,
dé-démocratisation
et sacrifice***

**traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marc Saint-Upéry**

Quels sont les effets « dé-démocratisants » de la rationalité et de la gouvernance néolibérale dans le monde euro-atlantique ? Lorsque je parle de « dé-démocratisation », je ne veux pas dire que l'Occident vivait par le passé dans des conditions de démocratie idéale qui auraient été désormais éliminées par le néolibéralisme. Ce que je veux dire, c'est que la tension permanente en direction de la réalisation pratique du rêve de la démocratie moderne — soit un effort jamais complètement satisfait, toujours précaire et dont l'intensité varie

nécessairement dans l'espace et le temps — a profondément pâti de l'essor de la raison néolibérale. La rationalité néolibérale a remis en question les institutions et les principes qui garantissent un ordre démocratique, le terreau culturel qui l'alimente et les sujets orientés vers sa mise en œuvre et sa préservation. La reconfiguration néolibérale de l'État, de la société, du sujet et du citoyen a simultanément déstabilisé les principes et réorienté les énergies fondamentales de la démocratie en tant que gouvernement du peuple (le pouvoir [*kratos*] du peuple [*demos*]), pour en rester à une définition de base.

Cette dé-démocratisation ne se limite pas aux conséquences des politiques économiques et des législations explicitement néolibérales. La déréglementation, le démantèlement des entreprises publiques et des biens collectifs (du système d'enseignement aux infrastructures), les politiques fiscales régressives, le déploiement de la domination du capital dans tous les domaines sont bien entendu au fondement du néolibéralisme. Mais il existe un autre aspect non moins important de ce phénomène, à savoir ce que Foucault décrivait comme l'essor d'une forme de raison normative, d'une rationalité dominante, qui étend les normes d'évaluation et les pratiques marchandes à toutes les dimensions de la vie humaine, et ce tant au niveau de la sphère publique que de la sphère privée. Cette rationalité façonne impitoyablement toutes les conduites humaines à l'image de l'*homo œconomicus* et reformate toutes les institutions humaines sur le modèle de l'entreprise capitaliste. Elle transforme l'État et tous les autres espaces de gouvernance en dispositifs gestionnaires visant essentiellement des objectifs tels que le rehaussement de crédit et la croissance économique. De ce fait, la rationalité néolibérale ne se contente pas d'intensifier la dimension libérale de la démocratie libérale, mais la modifie radicalement en substituant des normes marchandes aux normes démocratiques du jugement, de l'action et de la justice. Elle transforme la nation en entreprise, l'État en gérant de cette entreprise et les citoyens en simple capital humain. Elle reconfigure toutes les activités humaines en termes d'auto-investissement ou d'entrepreneuriat rationnels.

Bien entendu, le néolibéralisme n'est pas un phénomène unifié ou immuable ; ses incarnations locales sont variables et il évolue au fil du temps. Dans le monde euro-atlantique d'aujourd'hui, deux forces distinctes et tout à fait contingentes sont en train de définir le nouveau visage du néolibéralisme : d'une part, la financiarisation reconfigure les États, les entreprises, les associations et les individus en termes de valorisation boursière et de solvabilité (par opposition à la productivité, l'efficacité, l'analyse coût-bénéfice ou la maximisation des intérêts), tandis que d'autre part, les régimes d'austérité entraînent une érosion considérable du bien-être des personnes sous les coups du chômage et de la diminution des salaires, des prestations sociales et des services. Les effets combinés de ces deux forces sont nombreux, mais il en est un qui a une importance particulière : de

façon tout à fait perverse, le sujet jadis séduit par la promesse d'émancipation radicale de la raison néolibérale en est désormais réduit à voir son destin et son orientation morale liés organiquement à un projet macro-économique et à faire le sacrifice de son existence au nom de ce projet.

Dans la version du néolibéralisme qui prévaut actuellement dans les pays du Nord, comment la liberté a-t-elle pu se transformer en sacrifice ? Pour comprendre ce phénomène, il convient de tenir compte d'une série de mutations cruciales engendrées par la financiarisation et les politiques d'austérité :

1) La figure de l'être humain en tant que site de la souveraineté et des intérêts est remplacée par la figure de l'être humain en tant que capital humain voué à l'auto-investissement. Il ne s'agit pas simplement de la réduction de la personne à sa valeur monétaire, déjà identifiée par Marx et même par Locke dans la phase initiale de la modernité, mais de la relève d'un sujet maître de ses fins et de ses moyens par un sujet voué à l'auto-investissement rationnel et esclave d'une seule et unique fin, la valorisation de son capital humain sur un mode simultanément responsable et profitable. Non seulement cette mutation déconstruit la figure kantienne de la dignité humaine et la figure lockéenne des droits de l'homme, toutes deux longtemps considérées comme formant le cœur même du sujet démocratique, mais elle remet aussi en cause l'être d'intérêt pur dépeint par le libéralisme classique et la créature vouée à la maximisation de son plaisir décrite par les utilitaristes. C'est aussi sous l'impact de cette transformation lourde de conséquences que nous sommes désormais rendus disponibles pour le sacrifice, selon des modalités inédites sur lesquelles je reviens un peu plus loin.

2) L'image de la nation en tant que site d'une série de thèmes, d'institutions, de problèmes et d'acteurs est remplacée par une image de la nation comme entreprise, unifiée exclusivement par un agenda de solvabilité et de croissance économique.

3) La promesse de justice (liberté, égalité, universalité) et de protection de l'État démocratique libéral est remplacée par la promesse de la promotion systématique de la croissance économique, qui est l'objectif auquel doivent désormais se plier la législation et les politiques publiques.

Ces trois mutations vont bien au-delà d'une simple augmentation de l'importance de l'économie dans la vie individuelle et collective ; elles ne constituent pas une simple inversion des priorités du libéralisme classique impliquant que ce serait désormais le marché plutôt que l'État qui joue le rôle de garant présumé de la liberté. De telles évolutions seraient déjà lourdes de conséquences, mais la rationalité néolibérale va bien plus loin : au moment où l'*homo æconomicus* l'emporte enfin sur l'*homo politicus*, la promesse de liberté invoquée pour obtenir ce triomphe tend paradoxalement à s'évanouir. En lieu et place du sujet politiquement autonome et souverain (le sujet qui « mène sa propre vie à sa manière », tel que le décrit John Stuart Mill), le sujet néolibéral ne parvient à survivre qu'en se faisant entrepreneur de soi-même à tous les niveaux, même si l'État se charge de le « responsabiliser » afin que sa quête de la survie obéisse à un cadre normatif. En outre, le sujet transformé en capital humain est lui-même entièrement et exclusivement intégré au et surdéterminé par le projet de valorisation du capital – qu'il s'agisse de son propre capital, de celui de son employeur éventuel ou de l'État dont il est le citoyen. Sa liberté est donc soumise à une double contrainte : celle de l'horizon limité de la rationalité ou des normes auxquelles obéit sa conduite et dont dépend sa survie ; la contrainte additionnelle du projet de croissance économique du collectif auquel il appartient ou pour lequel il travaille. Transformé en capital humain, non seulement ce nouveau sujet doit constamment veiller à son auto-valorisation (en adoptant un

comportement maximisateur), mais il entretient désormais un nouveau rapport à l'État en tant que capital humain *pour* l'État, qui s'est lui-même transformé en entreprise. En tant que tel, ce sujet ne possède plus aucune garantie de survie ; bien au contraire, sur des marchés concurrentiels, certains capitaux doivent périr pour que d'autres vivent. Qui plus est, son intégration à un projet de croissance économique qui le dépasse fait qu'il peut être légitimement sacrifié à l'exécution de ce projet, quel que soit le degré de responsabilité dont il a fait preuve. La figure d'un tel sacrifice n'est plus aujourd'hui la guerre mais le chômage technique, les baisses ou les gels de salaire, l'élimination ou la réduction des prestations de santé ou de retraite, et d'autres atteintes aux acquis sociaux ; bref, toutes les mesures qui accompagnent les crises financières et les plans de sauvetage, ainsi que les politiques d'austérité « ordinaires ».

Dans l'imaginaire proprement *politique* du néolibéralisme, les individus transformés en capital humain cessent d'être maîtres du choix de leurs moyens et de leurs fins. Ils cessent également de participer de plein droit à la souveraineté populaire et à ses promesses démocratiques : suffrage universel, liberté et égalité garantis par et à travers l'État. La version moderne de l'*homo politicus* était enracinée dans la souveraineté individuelle et collective, à savoir le statut d'êtres souverains jouissant du droit de s'auto-gouverner au sein d'un État souverain. La raison néolibérale met fin à ce privilège. Lorsque la promesse de la liberté passe de la sphère de l'État à celle de l'économie, elle est régie par l'inégalité inhérente à ce dernier domaine et participe à la promotion de cette inégalité. Simultanément, elle est réduite à la fonction d'auto-investissement rationnel en vue de la valorisation du capital (humain) ; il n'est dès lors plus question pour le sujet d'exercer une quelconque autonomie morale, de choisir ses fins et ses moyens, voire de maîtriser ses propres conditions de vie. Même si certaines de ces caractéristiques alimentent depuis longtemps la critique de gauche des démocraties libérales, le néolibéralisme promeut pour sa part une acceptation et une célébration explicites de cette version marchande de la liberté et de l'inégalité.

Il est important de souligner que le triomphe de l'*homo oeconomicus* n'est pas le fruit d'un ensemble de politiques économiques, ni de l'application de la raison néolibérale « à l'état pur ». Il est en réalité la conséquence de la notion de gouvernance, cette modalité administrative spécifique qui ne s'identifie pas au néolibéralisme mais accompagne son essor. La gouvernance incarne une fusion du lexique politique et de celui des affaires, de la gestion des populations et de leur soumission à un objectif commun harmonieux. Dans le cadre de la gouvernance, il n'est plus question d'exercer l'autorité et le pouvoir par le biais de la loi et du maintien de l'ordre, ni de formuler et de mettre en œuvre des politiques publiques sur la base du consensus. C'est ainsi que les « lignes directrices » se substituent au droit, que la « facilitation » remplace la réglementation, que la promotion de la « gestion de qualité », des « codes de conduite » et des « meilleures pratiques » remplace les formes de contrôle et de coercition traditionnelles. Ces mutations éliminent le vocabulaire du pouvoir des espaces de vie que la gouvernance organise et dirige, invisibilise les stratifications fondamentales au sein de l'économie, de la société ou de l'entreprise et évacue les conflits normatifs concernant la définition du bien. Elles mettent l'accent sur le « partenariat », la « coopération multipartite » et la promotion du consensus dans le but de formuler et de mettre en œuvre des solutions pratiques à des problèmes techniques spécifiques liés à un objectif prédéfini, qu'il s'agisse d'améliorer un positionnement concurrentiel, de soutenir la croissance ou de valoriser le capital.

L'« économisation de la politique » impliquée par la gouvernance néolibérale enrégimente les citoyens au service de la croissance économique tout en mettant au second plan (au mieux) les principes classiques d'égalité, d'universalité et d'autonomie politique, voire

la protection paternaliste offerte par l'État libéral classique ou par l'État-providence. La gouvernance néolibérale engendre une certaine « fermeture de l'univers politique » et promeut l'anti-politique. D'un côté, elle affirme l'existence d'un seul et unique principe de réalité, à savoir la conduite marchande rationnelle pour tous. De l'autre, elle substitue au conflit, à la contestation et à la délibération sur les fins — à la politique, donc — la construction du consensus, le travail d'équipe, le partenariat consultatif, la promotion des « meilleures pratiques » et la responsabilisation.

La raison néolibérale et la notion de gouvernance contribuent toutes deux à éliminer le citoyen *politique* et le *demos* et à les réduire à l'état de capital humain organiquement lié au projet de la croissance économique. Ils défont l'idée même que le *demos* et sa souveraineté sont au fondement de la démocratie. En tant que triomphe final de l'*homo œconomicus* sur l'*homo politicus* dans le contexte de la modernité, ils incarnent aussi la débâcle de l'humanisme moderne, une débâcle qui rend de nouveau le citoyen disponible pour le sacrifice, ou disponible pour une nouvelle forme de sacrifice. Réduit à l'état de capital humain, le dit citoyen n'est plus défini par sa dignité, comme chez Kant, ou par ses droits, comme chez Locke, encore moins par sa liberté et sa souveraineté, comme chez Rousseau. Il n'a pas droit aux protections et aux bénéfices promis par l'ancien contrat social libéral démocratique. Bien au contraire, il peut être sacrifié, privé d'emploi ou réduit à la famine dès qu'il cesse de contribuer au projet de la nation-entreprise, ou bien lorsque ce projet ne peut tout simplement plus lui garantir le bénéfice d'une assurance maladie, d'une retraite, d'une éducation, ni une quantité minimale d'air pur, d'eau potable ou d'espaces verts, remettant ainsi en question son existence même.